

Conférence de SECAM sur l'accaparement de terres et la gouvernance juste en Afrique

Jumuia Conference and Country Home, Limuru (Kenya), 22 – 26 novembre 2015

ENGAGEMENT A AGIR CONTRE L'ACCAPAREMENT DE TERRES ET A SOUTENIR LES COMMUNAUTES LOCALES

NOTRE TERRE EST SACREE, NOTRE TERRE EST NOTRE VIE, NOTRE TERRE N'EST PAS A VENDRE

L'accaparement de terres est devenu un *cancer*¹ qui se trouve dans le chemin du vrai développement de l'Afrique. Il est emballé dans divers programmes contrefaits de développement qui sont pratiquement orientés vers le pillage de nos ressources. Nous reconnaissons que ce problème fait partie du système économique mondial injuste qui nous a gravement appauvris, créant ainsi : des évictions forcées et des migrations telles que nos frères et sœurs meurent dans la mer Méditerranée dans un effort pour chercher une nouvelle vie ; des conflits de communauté qui n'existaient pas dans le passé ; une inégalité extrême et des différences de pouvoir et d'autres problèmes sociaux dans notre continent bien-aimé. Nous reconnaissons aussi que nos élites politiques et certains de nos dirigeants locaux sont complices et bénéficiaires de ce mal, donnant ainsi à l'Europe, à l'Amérique du Nord, à l'Asie et même à l'Amérique du Sud l'opportunité de nous coloniser une deuxième fois.

Cependant, nous reconnaissons qu'il n'est pas utile de nous asseoir, de nous croiser les bras et de blâmer le passé et le colonialisme pour nos problèmes. Motivés par nos valeurs chrétiennes, par la doctrine sociale catholique, par la valeur religieuse et sociale africaine de l'*ubuntu*, nous nous engageons résolument à prendre notre avenir en mains. Nos ancêtres nous ont donné cette terre en confiance pour notre propre usage et pour l'usage de la génération future aussi bien que pour eux qui y reposent. ***NOTRE TERRE EST SACREE, NOTRE TERRE EST NOTRE VIE, NOTRE TERRE N'EST PAS A VENDRE.*** Que Dieu nous préserve de trahir cette confiance et de transformer la terre africaine en marchandise à vendre. Dans cette veine, nous les participants à la Conférence du SECAM sur l'accaparement de terres tenue à Limuru au Kenya, du 22 au 26 novembre 2015, nous engageons à des stratégies concrètes, personnelles et de groupe, pour renverser cette situation.

Nous sommes engagés à présenter et raconter une narration différente de l'Afrique et de ses besoins de développement ; en mettant en vitrine les opportunités et les potentiels qui sont disponibles dans notre pays plutôt que l'histoire de la misère, de la privation et du désespoir imposée à notre conscience par le

¹ SECAM: Governance, Common Good and Democratic Transitions in Africa (gouvernance, bien commun et transitions démocratiques en Afrique) No 29.

colonialisme, et nous dirons à d'autres de faire de même. Ce dont l'Afrique a besoin, c'est de justice et de respect pour notre humanité partagée, et non d'aide au développement.

Nous sommes engagés à travailler en coalition parce que, comme dit le proverbe africain, lorsque les araignées unissent leurs toiles, elles peuvent lier un lion. Nous chargeons particulièrement le SECAM d'offrir le leadership nécessaire. Nous avons besoin, non seulement de nous unir en réseau et de former une coalition d'activités de plaidoyer, nous nous engageons aussi envers un réseau de priants et de prières pour contrecarrer les actions des corporations.

Le plaidoyer n'est pas synonyme d'être en opposition; nous nous y engageons plutôt pour fournir des caisses de résonance aux divers cadres et politiques nationaux et internationaux tournés vers la mise en valeur d'une plus grande justice, paix et intégrité de la création dans notre monde. Nous nous engageons par conséquent à un plaidoyer plus proactif des politiques publiques nationales et des processus de création de politiques, spécialement celles qui visent à faciliter l'accaparement de terres avant qu'elles ne soient signées pour devenir des lois. Ceci pourrait entraîner d'obtenir que des experts aux niveaux national et international deviennent part de notre coalition.

L'accaparement de terres a des visages uniques dans différents pays d'Afrique et, dans la plupart des cas, il s'agit de stratégies contre-productives acceptées ou adoptées par les gouvernements nationaux africains respectifs pour répondre à certaines nécessités économiques. Nous reconnaissons dans cette veine qu'il n'y a pas une solution unidimensionnelle, adaptée à tous les cas, au problème d'accaparement de terres. C'est pourquoi nous nous engageons à travailler avec les commissions nationales/régionales de JPIC des conférences épiscopales et des conférences des supérieur(e)s majeur(e)s, des organisations basées sur la foi, des ONG basées localement et internationalement, et des experts pour offrir des stratégies alternatives plus productives pour un pays particulier.

Nous nous engageons à une campagne pour un moratoire sur des transactions supplémentaires sur la terre en Afrique jusqu'à ce que les gouvernements nationaux aient incorporé des lois nationales contraignantes qui protégeront les vulnérables et notre écosystème face aux réglementations et cadres internationaux volontaires qui facilitent l'accaparement de terres.

Nous nous engageons à dénoncer la criminalisation des activistes pour la terre sous toutes ses formes et nous nous engageons à soutenir ceux qui sont déjà criminalisés et leurs familles jusqu'à ce qu'ils soient libérés.

Nous sommes engagés à :

- Un plan d'action pour l'éducation des communautés locales et chrétiennes au sujet de l'accaparement de terres, en créant une prise de conscience des mensonges derrière l'accaparement de terres et l'économie de marché ;
- Autonomiser les communautés locales pour qu'elles se lèvent par elles-mêmes sans violence et sans céder au désespoir ;
- Un plan d'action pour éduquer les communautés locales à l'usage durable de la terre et à la préservation de l'intégrité de notre écosystème;

- Promouvoir et soutenir des mouvements de masse de non-violence créative pour protéger notre valeur culturelle africaine de propriété commune de la terre ; le soutien des femmes et des jeunes pour qu'ils aient accès à la terre et le soutien pour la restauration des terres déjà accaparées ;
- identifier les acteurs qui se cachent derrière les sociétés, dialoguer avec eux pour un changement/une conversion et engager des actions créatives non-violentes là où c'est nécessaire ;
- exposer la corruption endémique dans notre système économique, qui nous garde dans la pauvreté et fait de notre peuple une proie facile pour les accapareurs de terre.

Nous nous engageons à un plan d'action de **cinq ans** tel qu'il est esquissé ci-dessous. Les co-organisateurs de cette conférence formeront une équipe de surveillance pour évaluer le progrès annuel du plan d'action.

PLAN GENERAL D'ACTION

Pour conclure la Conférence de Nairobi avec des lignes de conduite concrètes pour travailler ensemble au cours des cinq années à venir, il a été possible, à travers la *Méthodologie de Forum ouvert*, d'adopter un plan général d'action avec trois dimensions principales : Education et autonomisation, établissement d'un réseau, et plaidoyer sur la politique et engagement.

1. Education et autonomisation

Qui?

- Auto-éducation, personnes individuelles et groupes
- Communautés basées sur la foi
- Communautés locales
- Communautés religieuses, Supérieur(e)s Majeur(e)s et Conférences épiscopales
- Groupes de femmes

Quoi?

Foyer stratégique : Droits humains, impacts socio-économiques et environnementaux de l'accaparement de terres.

Comment?

- vidéo/ films/ documentaires
- théâtre
- ateliers dans les écoles et communautés
- théâtres ambulants et échanges d'opinion

- ‘IT resources’ (société de recrutement de spécialistes en informatique)
- Crieurs publics
- Radio, TV, ‘Gingo spots’ (jeu par ordinateur)
- Media

2. *Travail en réseau*

Quoi?

Foyer stratégique: partager l’information, construire une coalition pour l’action et le dialogue, amener d’autres acteurs ‘à bord’.

Comment?

- Créer des plateformes & des groupes de travail (CIDSE pourrait-il fournir le leadership pour l’Europe et l’Amérique; et le SECAM pourrait-il le faire pour l’Afrique?)
- Systématisation d’études de cas et d’alternatives pour le plaidoyer, partage des meilleures pratiques
- Approche d’autres acteurs, investisseurs, décideurs politiques et parlementaires et dialogue avec eux
- Soutien des communautés locales dans leurs actions de résistance non-violente

3. *Plaidoyer pour la politique et engagement*

Quoi?

Foyer stratégique : décideurs politiques et parlementaires nationaux, Commission Européenne et parlementaires de l’UE, Congrès et décideurs politiques aux EU, Union Africaine (UA), Communauté régionale africaine et blocs économiques africains

Comment?

- Campagne pour un moratoire sur des transactions supplémentaires sur la terre en Afrique
- Recherche/documentation et publications de l’impact potentiel et évaluation de l’impact des politiques sur l’accaparement de terres.
- Participation active à des consultations publiques concernant des cadres internationaux et le processus national de décisions politiques sur la terre.
- Travail avec des experts pour fournir de meilleures politiques alternatives.
- Approcher les rapporteurs à l’ONU avec des preuves de violations des droits humains par l’accaparement de terres, en demandant un changement de politique.
- Contrôler les processus de mise en œuvre de la politique.
- Informer/éduquer les communautés au sujet des politiques de la terre et travailler avec ces communautés pour interioriser l’impact socio-économique de ces politiques sur elles.
- S’engager dans le plaidoyer pour déclarer la Terre comme un droit humain.
- Promouvoir des politiques qui protégeront les activistes pour la terre.

4. Système de contrôle

Le SECAM veillera à ce qu'un des co-organisateur de la conférence prenne la responsabilité de mettre en place un réseau ou une plateforme pour faciliter la communication entre tous les participants à la conférence.

L'équipe de contrôle communiquera régulièrement avec les participants individuels/réseaux pour recevoir des rétroactions sur les actions pratiques et les stratégies entreprises pour mettre en œuvre le plan d'action ci-dessus et partager tout type de résultats avec les autres.

Chaque délégation de pays est priée de choisir un participant à la conférence pour jouer le rôle de rappel.